

La crise économique en Afrique : Les femmes et les filles devront, une fois encore, payer l'addition

Par : WiLDAF/FeDDAF

<http://www.wildaf-ao.org>

Les populations africaines étaient des spectateurs étonnés de la crise économique et financière qui a commencé l'année dernière. Peu d'entre elles entrevoyaient un impact direct de cette crise sur leur situation. Et pour Cause ! Les acteurs qui en sont à l'origine, tout comme institutions concernées sont bien loin de l'Afrique, la probabilité que les épargnes et investissements touchés proviennent de l'Afrique est presque nulle. Pourtant, aujourd'hui, dans le contexte d'une économie mondialisée, les africains subiront nécessairement les conséquences désastreuses de la crise économique.

Selon la Banque mondiale, les pays développés consacreront au redressement de leurs économies effondrées, une partie des sommes déjà allouées à la relance budgétaire dans les pays en développement, ce qui aura des retombées négatives sur les populations de ces pays.

Nombre de pays en développement voient leur situation financière se détériorer, risquant de rendre moins accessibles aux plus pauvres les services de base, de santé ou d'éducation par exemple, et 98 de ces pays souffrent déjà d'un déficit de financement de 270 à 700 milliards.

Tout d'abord préservés de la crise financière, certains pays pauvres d'Afrique subsaharienne sont aujourd'hui confrontés à une pression fiscale du fait de la baisse des prix des matières premières, une importante source de revenus pour le gouvernement, selon le document de préparation au sommet du G-20. Ainsi par exemple, la forte chute des prix du pétrole a eu des répercussions dans des pays comme le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Nigeria, où le pétrole génère plus de la moitié des revenus globaux. La dépréciation des matières premières autres que le pétrole a atteint la Côte d'Ivoire, la Guinée et plusieurs autres pays, selon le même document.

En 2009, selon certaines estimations, la crise pourrait faire basculer dans la pauvreté 53 millions de personnes supplémentaires (c'est-à-dire des personnes gagnant moins de deux dollars par jour). Les travaux de recherche de la Banque Mondiale indiquent que les plus touchés pourraient souffrir de malnutrition, être contraints de vendre des biens qui leur permettraient jusqu'ici d'assurer leur subsistance ou de retirer leurs enfants de l'école.

Face à cette situation, comme toujours, les femmes et les filles payeront le plus lourd tribut. Il est à parier que les parents sacrifient encore une fois les filles lorsqu'ils devront choisir lequel des enfants à retirer de l'école. En tant que mères, les femmes doivent rivaliser d'imagination et de créativité pour assurer au moins un repas par jour dans les familles, alors qu'il y a une baisse du revenu de leurs activités commerciales. La crise les frappe aussi de plein fouet en tant qu'agents économiques. Dans un pays d'Afrique de l'Ouest, une revendeuse au détail de tissus imprimés bon marché confie à l'une de ses clients qui, un après-midi à 16 heures, demandait une réduction de 200 francs CFA sur le mètre de tissus, sous peine de ne plus acheter : « Savez-vous madame que depuis ce matin vous êtes la première personne qui m'achètera quelque chose ? Hier déjà, j'ai dû payer mon transport aller retour au marché, et suis retournée chez moi sans rien vendre de toute la journée ». Qu'elles soient revendeuses de denrées alimentaires ou agricultrices, les femmes sont confrontées aux mêmes difficultés. Celles qui sont dans l'emploi informel ne sont pas non plus épargnées, face à l'érosion continue de leur pouvoir d'achat.

Les analystes reconnaissent aujourd'hui que les femmes représentent en Afrique la majorité des populations pauvres, ces couches sociales qui ressentiront d'autant plus durement

la crise que leurs conditions de vie étaient déjà précaires. Dans ces conditions, la crise doit être considérée comme une opportunité pour construire un monde plus juste, plus humain et où il y a une répartition plus équitable des richesses.

On ne peut à cet effet que soutenir Ngozi Okonjo-Iweala, la Directrice générale de la Banque mondiale, lorsqu'elle affirme, « Nous devons considérer les pauvres comme des éléments d'actif, non de passif. La nouvelle mondialisation devrait se traduire par de nouvelles méthodes pour soigner nos nourrissons, éduquer nos jeunes, autonomiser nos femmes et protéger les personnes vulnérables ». Il est temps que ces mesures interviennent pour éviter que la crise n'aggrave durablement la situation des femmes et des filles dans les pays Africains.

Date de publication : 27 mars 2009

Source : Banque mondiale <http://web.worldbank.org/>

Lien permanent de l'article : http://www.wildaf-ao.org/fr/print.php3?id_article=1688